#### AR Prefecture

013-241300375-20230209-DEL10\_2023-DE

Reçu le 10/02/2023

# CONVENTION POUR LA CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES EN VUE DE L'OPERATION DE REHABILITATION DU COURS PAUL REVOIL

## CONVENTION ENTRE LA COMMUNE DE MOURIES ET LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VALLEE DES BAUX-ALPILLES

#### ENTRE:

La Commune de Mouriès représentée par sa Maire en exercice, Madame Alice ROGGIERO dûment accrédité à la signature de la présente par délibération du Conseil Municipal en date du .............................. désignée dans le texte qui suit par l'appellation "la ville",

## **ET**

La Communauté de Communes Vallée des Baux-Alpilles, représentée par son Président en exercice, Monsieur Hervé CHERUBINI, dûment accrédité à la signature de la présente par délibération du Conseil Communautaire en date du ......, désignée dans le texte qui suit par l'appellation "C.C.V.B.A."

## **EXPOSE**

La ville de Mouriès et la Communauté de Communes Vallée des Baux-Alpilles souhaitent se regrouper et désigner un prestataire commun pour la maîtrise d'œuvre et un prestataire commun pour la réalisation des travaux de l'opération de réhabilitation du Cours Paul Revoil.

Ces travaux seront en effet sous maîtrise d'ouvrage de la CCVBA pour la partie eau potable, eau usée et eau pluviale et sous maîtrise d'ouvrage de la ville de Mouriès pour les autres prestations.

Pour ce faire, les parties conviennent de constituer un groupement de commandes, conformément aux dispositions de l'article L. 2113-6 du Code de la Commande publique, pour lequel les dispositions suivantes sont arrêtées :

## Article I.: Objet de la convention

Cette convention a pour but de constituer un groupement de commandes entre la ville de Mouriès et la Communauté de Communes Vallée des Baux-Alpilles, afin de définir les dispositions relatives à l'opération de réhabilitation du Cours Paul Revoil.

## Article II. : Coordinateur du groupement ou personne habilitée à engager le groupement

Le coordonnateur du groupement sera la Ville de Mouriès représentée par sa Maire.

#### Article III. : Passation des marchés

Le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect de la règlementation relative aux marchés publics, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants.

A ce titre, il aura pour mission au nom des signataires de cette convention :

\*d'organiser la consultation du marché de maîtrise d'œuvre et du marché de travaux :

- L'élaboration du cahier des charges,
- La définition des critères de sélection des offres,
- L'envoi à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence,
- La convocation et la conduite de la réunion de la Commission d'Appel d'Offres du groupement,
- L'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant.

La Commission d'Appel d'Offres du groupement de commandes est chargée d'attribuer les marchés d'un montant supérieur aux seuils européens passés selon une procédure formalisée conformément aux dispositions de l'article L.1414-2 du CGCT.

#### AR Prefecture

013Elle 1ser த ஹோழத்த் ஒரு முற்ற நாக்கள் கள்ளிய மாகிய மாகிய

La présidence de la Commission d'Appel d'Offres est assurée par le représentant du coordonnateur.

Les membres ainsi désignés pourront siéger en tant que commission adaptée pour émettre un avis sur les marchés passés selon une procédure adaptée.

Chaque membre du groupement s'engage à signer avec les prestataires retenus les marchés à hauteur de ses besoins propres tels que ces besoins ont été préalablement déterminés, à notifier les marchés et s'assurer, pour son propre compte, de la bonne exécution de ceux-ci.

#### Article IV. : Exécution des marchés

L'exécution des marchés comprend toutes les prestations administratives et techniques nécessaires à la réalisation de l'opération (les avenants aux marchés, etc.) mais ne comprend pas le financement qui est décrit ci-dessous.

## Article V.: Financement de l'opération

Chaque co-contractant sera responsable du financement des prestations dont il a la charge.

Chaque prestation passée au nom des deux maîtres d'ouvrages donnera lieu à facturation séparée (par l'entreprise) en fonction des interventions qui seront clairement précisés dans les cahiers des charges. Chaque maître d'ouvrage assurera le paiement de l'entreprise pour la partie qui lui revient.

Les engagements financiers des parties sont estimés comme suit : le montant de l'opération est estimé à 2 300 000€ HT. Il se décompose comme ci -après :

- Montant des travaux de voirie à charge de la ville : 1 450 000€HT
- Montant des travaux de « réseaux humides » à charge de la C.C.V.B.A. : 850 000€HT (travaux d'eaux pluviales 175 000€HT, travaux eaux Usées 450 000€ HT et les travaux de l'eau potable 225 000€HT)

Par ailleurs, le montant estimé du coût de maitrise d'œuvre à charge de la C.C.V.B.A est de 42 500€ HT (travaux d'eaux pluviales 8 750€HT, travaux eaux Usées 22 500€ HT et les travaux de l'eau potable 11 250€HT)

#### Article VI. : Durée de la convention

La présente convention prendra effet dés sa signature par les deux parties et s'achèvera à la signature du marché de travaux.

#### Article VII.: Mesures coercitives - Résiliation

Si un membre du groupement ou le coordonnateur est défaillant, et après mise en demeure infructueuse, chaque maître d'ouvrage peut résilier la présente. Il appartient à chacun d'entre eux de régler la partie des dépenses réalisée pour son compte.

### Article VIII. : Capacité d'ester en justice

Le coordonnateur pourra agir en justice pour le compte des membres du groupement. Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

## Article IX. : Litiges relatifs à la présente convention

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal Administratif de Marseille.

Fait en deux exemplaires, à Saint Rémy de Provence, le

La Maire, Alice ROGGIERO Le Président de la C.C.V.B.A, Hervé CHERUBINI